



Grand Est

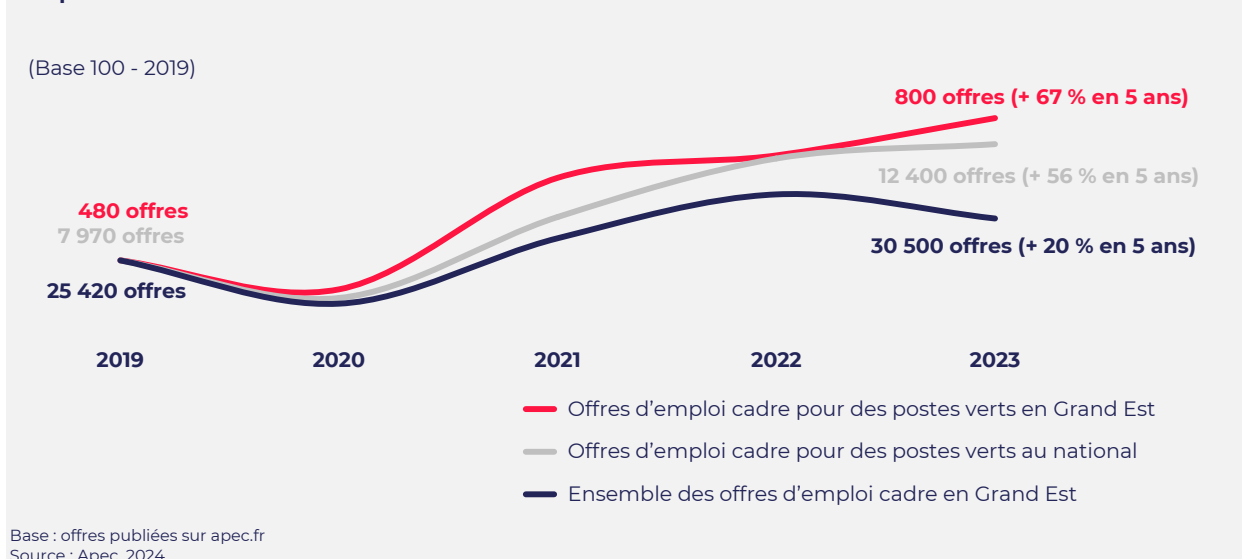
Transition écologique et emploi cadre

Dans le Grand Est, 2 175 cadres du secteur privé occupaient un emploi « vert » en 2021, et 52 662 autres cadres avaient un emploi amené à se transformer du fait de la transition écologique, selon l'Insee. Ceux-ci représentaient alors 32 % des cadres du secteur privé présents dans la région en 2021 et 8 % des cadres exerçant en France un métier vert ou un métier impacté par les enjeux de transition écologique. Entre 2019 et 2023, le nombre d'offres d'emploi cadre pour des « métiers verts » a augmenté de 67 % dans le Grand Est. En 2023, celles-ci représentaient 6 % des offres d'emploi cadre publiées au national pour des « postes verts ». Pendant ces cinq années, 7 403 millions d'euros ont été investis dans le développement durable par les entreprises du secteur privé, et 4 751 emplois salariés ont été créés. Cela témoigne d'une transition écologique bien engagée. Pour accompagner ces transitions, des formations initiales et continues se développent dans le supérieur, des plus pointues aux plus génériques.

Dans le Grand Est, le nombre d'offres d'emploi cadre publiées sur apec.fr pour un poste vert a progressé de 67 % entre 2019 et 2023

Les entreprises du privé implantées dans le Grand Est ont publié 800 offres d'emploi cadre pour des métiers verts en 2023. La région se situe ainsi au 7^{ème} rang de celles qui publient le plus d'offres d'emploi cadre pour des postes verts. Elles concernent pour moitié les métiers verts de l'analyse, de la gestion et de la prévention des risques environnementaux (56 %). En forte progression, le nombre d'offres d'emploi cadre pour des postes verts représentait 2,6 % des opportunités offertes dans la région en 2023, contre 1,9 % en 2019. L'évolution la plus marquée concerne les métiers de l'énergie. Elles ont été multipliées par 2,5 entre 2019 et 2023.

> Évolution du nombre d'offres d'emploi cadre pour des métiers verts dans le Grand Est entre 2019 et 2023 et comparaison au national



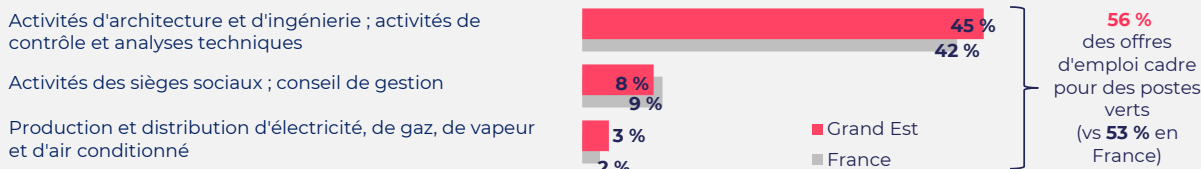
Entre 2019 et 2023, la majorité des offres d'emploi cadre pour un poste vert concernaient le secteur des services et les bassins d'emploi de Strasbourg et Nancy

72 % des offres d'emploi cadre émises entre 2019 et 2023 pour des postes verts l'ont été par des entreprises du domaine des services, essentiellement en ingénierie et études techniques (45 % de ces offres). Suivent les activités des sièges sociaux (8 %), puis celles de la production et distribution d'énergie (3 %). Cette dernière filière qui est très ancrée dans la région, doit aujourd'hui faire face au défi de la décarbonation.

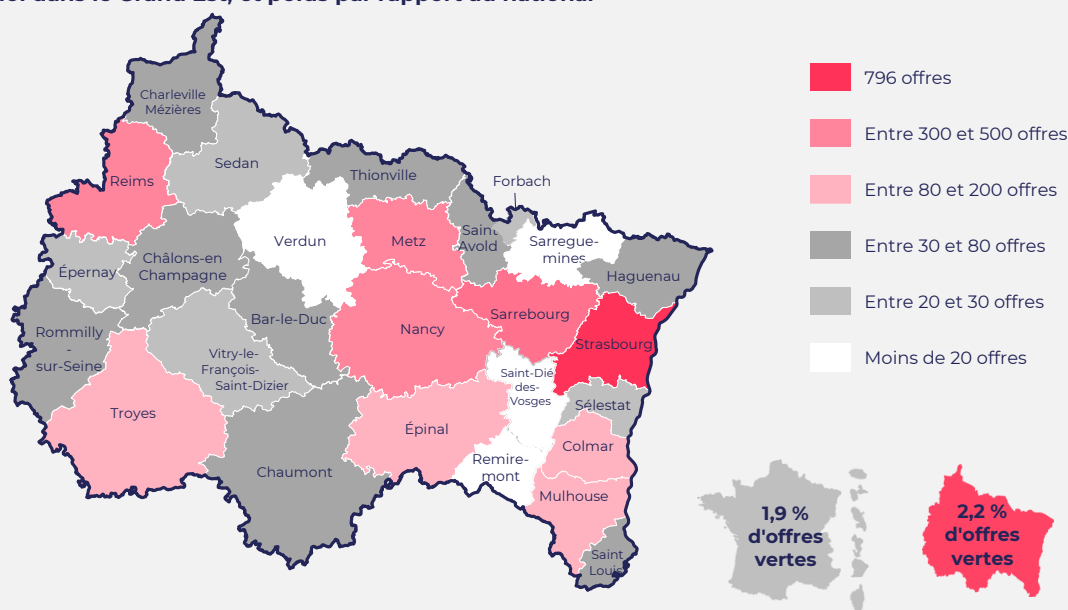
Ces offres sont essentiellement localisées autour des deux principaux bassins d'emploi de la région : Strasbourg (796 offres) et Nancy (485 offres). Metz vient ensuite (319 offres). Partout dans la région, les besoins de cadres spécialisés en analyse, gestion et prévention des risques environnementaux sont les plus nombreux. Toutefois, ils sont surreprésentés dans plusieurs bassins d'emploi comme ceux de Metz, de Colmar ou d'Épinal, où ils représentent respectivement 60 %, 63 % et 69 % des offres, contre 56 % en moyenne. Des industries fortement soumises aux réglementations environnementales (fabrication d'équipements, mécanique, valorisation des déchets, agroalimentaire, etc.) y sont implantées, justifiant le besoin de cadres capables d'introduire plus de durabilité dans les entreprises, les secteurs d'activité et les territoires. On retrouve par exemple à Metz, des entreprises du pôle de compétitivité *Bioeconomy for Change* qui sont engagées dans des projets de méthanisation. Des opportunités se sont aussi présentées aux cadres de l'énergie. Elles sont plus nombreuses dans les grands bassins d'emploi de Nancy, Strasbourg, Reims et Mulhouse. Enfin, des cadres de l'aménagement du territoire ont également été recherchés, notamment dans les bassins d'emploi de Metz, d'Épinal, de Colmar et de Troyes.

Au total, entre 2019 et 2023, les offres d'emploi pour des postes verts ont représenté 2,2 % du marché de l'emploi cadre régional, contre 1,9 % au national.

> Principaux secteurs qui publient des offres d'emploi cadre pour des postes « verts » dans le Grand Est entre 2019 et 2023



> Volume d'offres d'emploi cadre publiées sur apec.fr pour des postes verts entre 2019 et 2023 par bassin d'emploi dans le Grand Est, et poids par rapport au national



Base : offres publiées sur apec.fr
Source : Apec, 2024

7 403 M€ ont été investis dans le Grand Est dans les filières liées au développement durable entre 2019 et 2023, et 4 751 emplois salariés ont été créés

En 5 ans, les entreprises du secteur privé du Grand Est ont investi 7,4 milliards d'euros dans des projets liés au développement durable, ce qui correspond à 29 % de leurs investissements. La filière des énergies renouvelables représente 64 % de ces investissements, avec une concentration autour des bassins d'emploi de Forbach, de Mulhouse et de Sarreguemines.

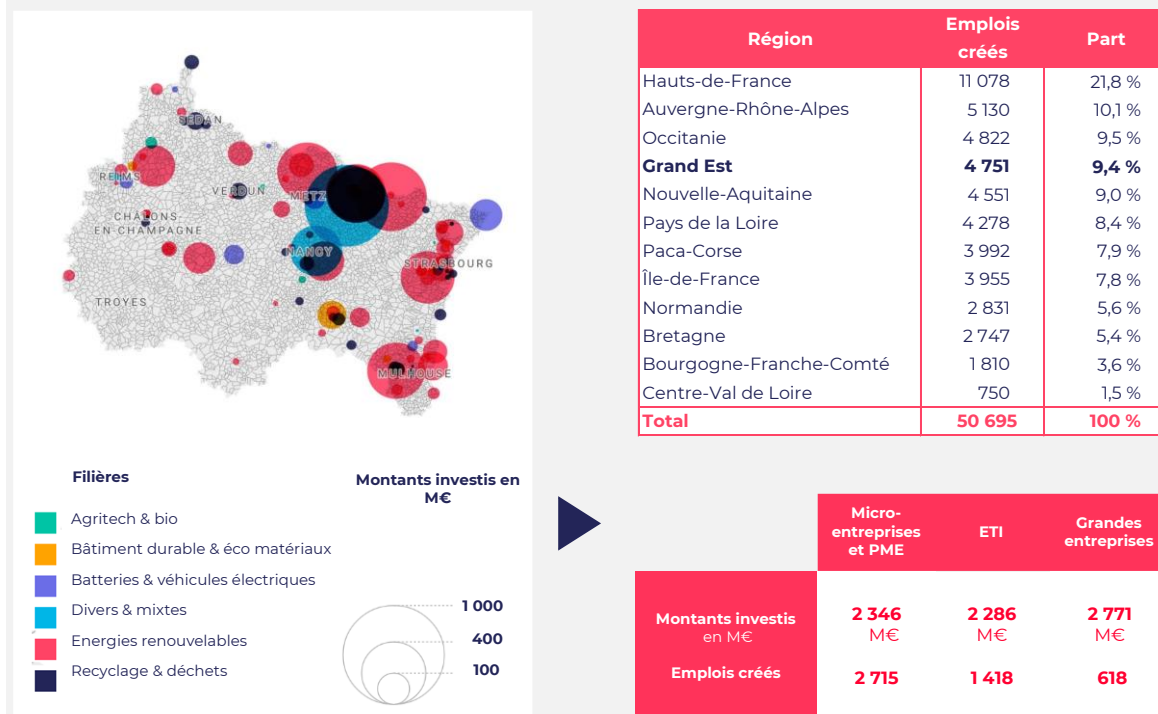
56 % des projets liés au développement durable l'ont été à l'initiative des PME et des micro-entreprises. 11 % ont été portés par des start-ups, principalement dans la filière des énergies renouvelables (et particulièrement de l'hydrogène).

Le Grand Est se situe au 4^{ème} rang des régions qui ont le plus contribué à la création d'emplois salariés du fait des investissements dans le développement durable (4 751 emplois, soit 9,4 % de ceux créés à l'échelle nationale).

Parmi les emplois créés, la majorité l'ont été dans les PME et les microentreprises ainsi que dans les ETI (respectivement 2 715 et 1 418). Seuls 13 % l'ont été dans les grandes entreprises. De plus, près d'un emploi créé sur quatre l'a été dans le secteur des travaux de construction. Enfin, tous secteurs et toutes tailles d'entreprises confondus, 18 % des emplois créés sont des emplois cadres.

Outre les projets d'investissements pour des produits et services liés au développement durable (écoconstruction, solaire, dépollution...), des industries adoptent des processus de production plus respectueux de l'environnement. Dans le Grand Est, les secteurs du papier et carton ou de la chimie sont, à travers leurs efforts de verdissement, plus particulièrement représentatifs de cette industrie tournée vers le futur. Ce sont les entreprises des bassins d'emploi de Mulhouse, de Forbach et de Nancy qui portent le plus de projets de ce type.

> Investissements dans le développement durable en Grand Est : localisations, montants, nombre d'emplois créés et répartition par taille d'entreprise



Source : Observatoire de l'emploi et de l'investissement, Trendeo 2024

La transition écologique est au cœur de plusieurs dispositifs de recherche et de financement publics

De nombreuses aides existent au national pour accompagner les entreprises et les territoires dans leur transformation. Par exemple, le crédit d'impôt en faveur de l'industrie verte est une aide fiscale nouvellement inscrite dans la Loi de finances pour 2024. Elle est destinée aux entreprises souhaitant réaliser de nouveaux projets dans le photovoltaïque, les batteries, l'éolien ou encore les pompes à chaleur. De plus, plusieurs pôles de compétitivité et programmes de recherche œuvrent aussi à accélérer la transition écologique. En région Grand Est, le [Contrat plan Etat-Région 2021-2027](#) soutient plusieurs projets, tous liés aux domaines de spécialisation de la stratégie régionale d'innovation.

> Exemples non exhaustifs de projets de recherche axés « Transition écologique » dans le Grand Est

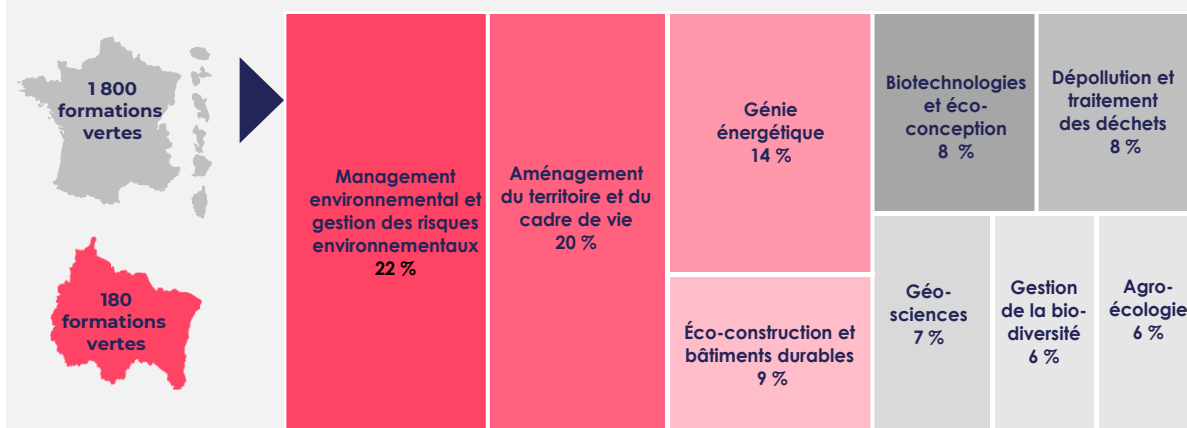
Projets	Porteurs
Bioéconomie	Reg. Grand-Est, Bioeconomy For Change, Be EST, plateforme Collectif
Production d'énergies renouvelable	SEM Grand Est Energies, Reg. Grand-Est
Rénovation énergétiques de l'habitat	SEM Oktave, ADEME, Reg. Grand-Est
Déploiement de l'hydrogène	Reg. Grand-Est, UE, ADEME, DREAL, Bque des Territoires, BPI France
Accélérer la mobilité durable	Reg. Grand-Est

Source : Apec, 2024

Des formations existent aussi pour accompagner cette transition

Le Grand Est compte de nombreuses formations initiales et continues permettant d'acquérir des savoirs en matière de durabilité. Comme partout en France, elles portent surtout sur la gestion des risques, l'énergie et l'aménagement du territoire. Les géosciences et les biotechnologies y sont aussi enseignées. Ces formations représentent un vivier potentiel pour les entreprises souhaitant recruter des compétences spécifiques. Au-delà des formations très ciblées, des temps de sensibilisation plus globaux se sont mis en place pour former les étudiants au développement durable. Ceci fait suite au [rapport Jean Jouzel](#) de 2022 qui préconise la diffusion obligatoire d'un socle de connaissances autour de la transition écologique, et ce à l'ensemble des étudiants de 1^{er} cycle. Effective depuis la rentrée 2024, cette mesure est posée comme une réponse parmi d'autres, à un enjeu sociétal majeur qui est celui de la raréfaction des ressources fossiles, du changement climatique et des atteintes à l'environnement.

> Nombre de formations dans le domaine du développement durable et de la transition écologique en France et dans le Grand Est, et répartition par domaines de formation au national



Source : Apec, 2024

Définitions et périmètres

Transition écologique : une évolution vers un nouveau modèle économique et social, un modèle de développement durable qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux, ceux du changement climatique, de la rareté des ressources (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires).

Économie verte : activité économique qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources (source : Programme des Nations unies).

Métier vert : métier dont la finalité et l'essentiel des compétences mises en œuvre associées contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et dommages sur l'environnement (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires). On en compte 19 parmi les métiers cadres. Ils se répartissent en trois catégories :

- Les métiers de l'énergie : [ingénieur énergies](#) ; [ingénieur d'études réseaux d'énergie](#) ; [chargé d'affaires en environnement et énergie](#) ; [ingénieur en efficacité énergétique](#) ; [ingénieur énergies renouvelables](#).
- Les métiers de l'aménagement du territoire, du cadre de vie et de la préservation de la biodiversité : [géologue](#) ; [géomaticien](#) ; [hydraulicien](#) ; [chef de projet aménagement du territoire](#) ; [urbaniste](#) ; [expert en environnement et écologie](#).
- Les métiers des technologies vertes, et de la gestion et de la prévention des risques environnementaux : [ingénieur en biotechnologies](#) ; [chef de projet sites et sols pollués](#) ; [directeur QHSE](#) ; [ingénieur HSE](#) ; [responsable HSE](#) ; [directeur développement durable](#) ; [ingénieur d'études environnement](#) ; [responsable RSE](#).

Projets d'investissements créateurs d'emploi dans le champ du développement durable.

Projets d'entreprises recensés dans des données publiques par l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo. Ils couvrent plusieurs champs d'investissement dans le domaine du développement durable : les biotechnologies vertes, le bâtiment durable et les éco-matériaux, les batteries et véhicules électriques, les énergies renouvelables, le recyclage et le traitement des déchets et autres projets durables. Pour l'industrie du futur, il s'agit de déclarations qualifiées faisant état de bonnes pratiques en matière de protection de l'environnement, d'efficacité énergétique et d'autres critères qualitatifs.

Méthodologie

Ce document repose sur :

- L'exploitation de données publiques : Onemev, Insee (RP 2021), Insee (Déclaration sociale nominative, 2021).
- L'analyse des offres publiées sur [apec.fr](#) de 2019 à 2023, hors doublons et hors offres partenaires.
- L'analyse des investissements portés par les entreprises de la région (Trendeo, 2024).
- La recension des « formations vertes » de niveau Bac+3 et plus délivrées en 2023 par les universités et écoles d'ingénieur.
- Une recherche documentaire.

ISSN 2826-874 (Collection Recrutement)

Cette étude a été réalisée par la direction Données et Études (DDE) de l'Apec.

- Directeur de la DDE : Pierre Lamblin
- Responsable du pôle valorisation des données : Sébastien Thernisien
- Équipe projet : Geoffroy Garin, Anne-Dominique Gleyen, Caroline Legrand, Cristina Turlueanu, Kamel Yahyaoui.

Elle a bénéficié de l'apport de l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo

- Directeur : David Cousquer
- Économiste : Rayan Benamane



Toutes les études de l'Apec sont disponibles gratuitement sur le site www.corporate.apec.fr > Nos études



Suivez l'actualité de l'observatoire de l'emploi cadre de l'Apec sur Twitter : [@Apec_Etudes](#)

CENTRE DE RELATIONS CLIENTS

0 809 361 212 Service gratuit + prix appel

Du lundi au vendredi de 9h à 19h
aux horaires France métropolitaine

© Apec. Cet ouvrage a été créé à l'initiative de l'Apec, Association pour l'emploi des Cadres, régie par la loi du 1er juillet 1901 et publié sous sa direction et en son nom. Il s'agit d'une œuvre collective, l'Apec en a la qualité d'auteur. L'Apec a été créée en 1966 et est administrée par les partenaires sociaux (MEDEF, CPME, U2P, CFDT Cadres, CFE-CGC, FO-Cadres, CFTC Cadres, UGICT-CGT). Toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse et conjointe de l'Apec, est strictement interdite et constituerait une contrefaçon (article L122-4 et L335-2 du code de la Propriété intellectuelle).